

Octobre 2024

Consultation publique du 10 septembre 2024 relative au report au 1er février 2025 de la prise en compte de l'évolution du TURPE dans les tarifs réglementés de vente d'électricité

Réponse de l'UFE

L'UFE remercie la Commission de Régulation de l'Energie pour l'organisation de cette consultation donnant suite à la demande du gouvernement de prise en compte des orientations de politique énergétique gouvernementale dans les délibérations sur l'évolution des grilles tarifaires TURPE au 1er août 2021. Après deux années de crise énergétique, cette consultation s'inscrit dans un contexte de baisse continue des prix de gros sur les marchés à terme devant *in fine* se retranscrire dans la part énergie des TRVE au 1er février 2025.

L'UFE répond ci-dessous aux deux questions de la consultation.

1. Report exceptionnel du 1er novembre 2024 au 1er février 2025 de la prise en compte dans les TRVE de la hausse du TURPE

L'UFE rappelle à titre liminaire son attachement à une régulation garante d'une couverture des coûts pour l'ensemble des acteurs du système électrique, dans le respect de leurs rôles et missions respectives. Le TURPE étant acquitté par l'ensemble des consommateurs en fonction de leurs caractéristiques de consommation (niveau de puissance souscrite, temporalité de consommation, etc.) les évolutions tarifaires doivent ainsi assurer lisibilité et acceptabilité pour les consommateurs.

L'UFE prend note de l'entrée en vigueur des délibérations du 26 juin 2024 n°2024-121 et n°2024-122 au 1er novembre 2024. Si l'UFE comprend l'objectif d'éviter deux mouvements successifs rapprochés source de confusion pour les clients au TRVE, supposant un report limité dans le temps, elle souhaite rappeler que les gels de prix ne respectant pas l'évolution des coûts, sont préjudiciables au bon fonctionnement du marché de détail. Cela est en outre d'autant plus problématique en l'absence de dispositifs de compensation idoines. Les fournisseurs engagés sur ce marché, ainsi d'ailleurs que les gestionnaires de réseau et les producteurs, doivent en effet pouvoir s'appuyer sur des règles stables qui respectent leur activité et ne les oblige pas à différer la couverture de leurs coûts. L'insécurité dans ce domaine ne peut que nuire finalement aux consommateurs. Par conséquent, l'UFE appelle de ses vœux que ce type de décision fragilisant les fournisseurs soit évité. En effet l'UFE souligne qu'un tel report nécessite une mobilisation de trésorerie pour les fournisseurs, dont la gestion a un coût financier.

2. Lissage sur une année du rattrapage de ce report

L'UFE approuve la proposition de la CRE d'intégrer dans l'empilement des coûts une brique additionnelle, compensant au plus près l'écart entre les coûts de l'empilement tarifaire et les tarifs en vigueur.

L'UFE n'est cependant pas favorable à la proposition d'un rattrapage sur un an, considérant l'entrée en vigueur du TURPE 7 au 1er août 2025. A des fins de lisibilité pour les consommateurs, l'UFE suggère de réaliser ce rattrapage sur 6 mois, soit du 1er février 2025 au 31 juillet 2025. Ce rattrapage devra également tenir compte des volumes de consommation plus importants en période hivernale et de la saisonnalité des formules tarifaires d'acheminement, comme proposé par la CRE. L'UFE précise enfin qu'une telle brique de rattrapage ne corrige les effets tarifaires que si les assiettes de portefeuilles sont équivalentes.